

RWANDA

Victoire Ingabire, principale opposante à Paul Kagame, arrêtée pour complot

TUNISIE

Amnesty International alerte sur la répression des manifestants syndicalistes et environnementaux

NIGER


Secteur des mines – La junte annonce la nationalisation de la Somaïr, filiale du géant français Orano

CÔTE D'IVOIRE – GUINÉE

Ouattara et Doumbouya annoncent plusieurs projets structurants pour renforcer l'axe Abidjan-Conakry

**GRAND
FORMAT***Tomy Elumelu***LE VISAGE D'UNE AFRIQUE QUI INVESTIT EN ELLE-MÊME**

SOMMAIRE

POLITIQUE	ÉDITO - DR EMMANUEL MIAN	4 - 5
	CÔTE D'IVOIRE - GUINÉE : OUATTARA ET DOUMBOUYA ANNONCENT PLUSIEURS PROJETS STRUCTURANTS POUR RENFORCER L'AXE ABIDJAN-CONAKRY	6
	RWANDA : VICTOIRE INGABIRE, PRINCIPALE OPPOSANTE À PAUL KAGAME, ARRÊTÉE POUR COMLOT	7
	GUINÉE : À SIX MOIS DE LA PRÉSIDENTIELLE, MAMADI DOUMBOUYA REMPLACE LA CENI PAR UNE NOUVELLE DIRECTION GÉNÉRALE DES ÉLECTIONS	8
	TUNISIE : AMNESTY INTERNATIONAL ALERTE SUR LA RÉPRESSION DES MANIFESTANTS SYNDICALISTES ET ENVIRONNEMENTAUX	9
	PRÉSIDENTIELLE AU CAMEROUN : UN ÉLU DU RDPC CONTESTE LA CANDIDATURE DE PAUL BIYA SANS CONGRÈS	10
ÉCONOMIE	CÔTE D'IVOIRE : PRÉSIDENTIELLE 2025 — LAURENT GBAGBO ET TIDJANE THIAM UNISSENT LEURS FORCES FACE À LEUR RADIATION DE LA LISTE ÉLECTORALE	11
	NIGER : SECTEUR DES MINES - LA JUNTE ANNONCE LA NATIONALISATION DE LA SOMAÏR, FILIALE DU GÉANT FRANÇAIS ORANO	15
	SÉNÉGAL : LE GOUVERNEMENT ANNONCE UN NOUVEL EMPRUNT DE 300 MILLIARDS FCFA POUR RELANCER LES PRIORITÉS NATIONALES	16
GRAND FORMAT	CÔTE D'IVOIRE : DÉCOUVERTE D'UN GISEMENT D'OR DE CLASSE MONDIALE À DOROPO, À LA FRONTIÈRE AVEC LE BURKINA FASO	17
	<div><div>ELUMELU LE VISAGE D'UNE AFRIQUE QUI INVESTIT EN ELLE-MÊME</div><div></div></div>	21 - 28
SOCIÉTÉ	GHANA : DOUZE HAUTS FONCTIONNAIRES IMPLIQUÉS DANS UN SCANDALE FINANCIER DE 53 MILLIONS DE DOLLARS	30
	ÉTATS-UNIS - AFRIQUE : DONALD TRUMP ENVISAGE D'INTERDIRE L'ENTRÉE SUR LE TERRITOIRE À 25 PAYS AFRICAINS	31
	MADAGASCAR : TRAGÉDIE À ANTANANARIVO — AU MOINS 17 MORTS APRÈS UNE GRAVE INTOXICATION ALIMENTAIRE	32

POLITIQUE

Édito

DANS UN CONTEXTE CONTINENTAL EN PLEINE MUTATION, IL EST PLUS QUE JAMAIS NÉCESSAIRE DE POSER UN REGARD LUCIDE SUR LES DYNAMIQUES À L'ŒUVRE AU SEIN DE NOS SOCIÉTÉS AFRICAINES. CE NUMÉRO DE HAMANIÈ S'INSCRIT DANS CETTE DÉMARCHÉ : COMPRENDRE, DÉCRYPTER, ÉCLAIRER.



Nous avons choisi de mettre à la une Tony Elumelu, figure majeure de l'entrepreneuriat africain contemporain, dont le parcours force l'admiration et suscite le débat. En revisitant son itinéraire, ses prises de position, ses convictions et son influence croissante, notamment à travers le concept d'« Africapitalisme », nous cherchons à interroger les modèles de réussite qui façonnent aujourd'hui les ambitions de toute une génération. Ce Grand Format n'est pas un hommage, mais une analyse : rigoureuse, critique, documentée.

Ce numéro est aussi l'occasion de mettre en perspective d'autres actualités significatives : les recompositions politiques en Côte d'Ivoire, la montée en puissance des enjeux de souveraineté économique au Sénégal, les défis électoraux en Guinée, les tensions internes au Cameroun, et les grandes manœuvres diplomatiques entre la Côte d'Ivoire et la Guinée. Chaque article, chaque entretien, chaque récit que nous publions vise à nourrir le débat public, à donner des clés de lecture, à susciter l'engagement.

Hamanié reste fidèle à sa mission : proposer une lecture panafricaine, exigeante et accessible, de l'Afrique d'aujourd'hui et de

demain. Merci à nos lecteurs pour leur fidélité, et aux contributeurs pour leur engagement.



Dr Emmanuel Mian
Directeur de publication

Politique

Côte d'Ivoire – Guinée : Ouattara et Doumbouya annoncent plusieurs projets structurants pour renforcer l'axe Abidjan-Conakry

Le général Mamadi Doumbouya, président de la Transition guinéenne, a effectué une visite officielle de deux jours en Côte d'Ivoire, marquée par des échanges centrés sur le renforcement de la coopération économique entre les deux pays. Accompagné de plusieurs membres de son gouvernement, dont le secrétaire général de la présidence, le ministre des Affaires étrangères et le ministre des Infrastructures, le chef de l'État guinéen a mis en avant l'importance stratégique des relations bilatérales entre Conakry et Abidjan.

Un climat de respect et de reconnaissance mutuelle

Au cours de cette visite, le général Doumbouya a exprimé sa reconnaissance au président ivoirien Alassane Ouattara pour son attitude constructive vis-à-vis de la situation guinéenne depuis le début de la transition en 2021. « Depuis notre première rencontre à Conakry, Monsieur le Président, j'ai été marqué par votre humilité et le respect que vous portez au peuple de Guinée. Vous avez choisi la voie de la compréhension plutôt que celle du jugement »,



a-t-il déclaré, saluant ainsi le rôle apaisant joué par son homologue ivoirien au sein de la CEDEAO. Vingt-quatre heures avant l'arrivée de la délégation guinéenne, l'ambassadeur de Guinée en Côte d'Ivoire, Alseny Moba Sylla, a présenté ses lettres de créance au président Ouattara. Ce geste diplomatique est interprété comme un pas décisif vers un rapprochement officiel entre les deux États, alors qu'Abidjan n'avait jusqu'alors pas reconnu formellement le régime militaire issu de la transition.

Renforcement de la coopération économique

Le président Ouattara a réitéré son soutien au processus de transition en Guinée, tout en saluant les efforts entrepris pour un retour à l'ordre constitutionnel. Il a également souligné la nécessité de renforcer les échanges économiques entre les deux pays, dont le volume commercial est estimé à près de 100 milliards de francs CFA, soit environ 152 millions d'euros.

Dans cette optique, une troisième session de coopération bilatérale est prévue. Elle devrait porter sur plusieurs projets structurants, parmi lesquels la construction d'un chemin de fer reliant le port de San Pedro, en Côte d'Ivoire, à Conakry. Ce projet est perçu comme un levier majeur pour l'intégration économique régionale et la valorisation des corridors de transport ouest-africains.



**LE CENTRE MÉDICAL
PAUL LANGERHANS
(CMPL)**

SPÉCIALITÉS

**DIABÈTE,
TROUBLES
MÉTABOLIQUES,
NUTRITION CLINIQUE,
MEDECINE GÉNÉRALE,
GYNÉCOLOGIE,
PÉDIATRIE,
LABORATOIRE.**

CONTACTS

**07 10 78 14 06
27 22 34 55 60**

**CDNA.MEDICAL@GMAIL.
COM**

LOCALISATION

**RIVIERA PALMERAIE,
ROSISERS PROGRAMME 2,
BARRIÈRE 2**

Lire plus : <https://hamanie.news/>



**ECLAIR
CONSULTING**

*la langue au
service de
l'influence
africaine*

En savoir plus :
<https://eclairconsulting.net/>

(+225) 27 22 20 41 68 |
(+225) 07 87 59 89 97
info@eclairconsulting.net

Immeuble Juridis /
Riviera Palmeraie route
Y4 Abidjan , Abidjan ,
Cote d'Ivoire

Politique

Rwanda : Victoire Ingabire, principale opposante à Paul Kagame, arrêtée pour complot

Victoire Ingabire, figure emblématique de l'opposition rwandaise et critique virulente du président Paul Kagame, a été arrêtée par les autorités le jeudi 19 juin 2025. Cette arrestation survient dans un contexte de tensions politiques croissantes et fait suite à des accusations de complot visant à déstabiliser l'État, une affaire dont l'origine remonte à 2021.

Accusations et contexte

Âgée de 56 ans, Victoire Ingabire est accusée d'avoir participé à des réunions clandestines avec des sympathisants dans le but présumé de renverser le gouvernement. Ces rencontres seraient liées à l'affaire de Sylvain Sibomana, ancien secrétaire général de son parti, également

arrêté. Selon les autorités rwandaises, ces échanges auraient notamment été influencés par la lecture d'un ouvrage de l'écrivain serbe Srđan Popović, intitulé *Comment faire tomber un dictateur quand on est seul, tout petit et sans armes*. Lors de son audience, Ingabire a nié les accusations, affirmant que les activités de son parti — qui n'a jamais été officiellement enregistré — sont actuellement suspendues. Dans un communiqué, le Bureau d'enquête du Rwanda a indiqué qu'elle pourrait être inculpée pour « association de malfaiteurs » et « incitation publique à s'opposer au gouvernement ».

Un historique de répression

L'arrestation de Victoire Ingabire ne constitue pas

un cas isolé. Elle s'inscrit dans une longue série de mesures répressives contre les voix dissidentes au Rwanda. En 2010, elle avait déjà été arrêtée et condamnée à quinze ans de prison pour « conspiration contre les autorités » et « minimisation du génocide de 1994 ». Libérée en 2018 après huit années d'incarcération, grâce à une grâce présidentielle accordée par Paul Kagame, elle est depuis restée frappée d'une interdiction de se présenter à des élections. En mars 2024, elle a perdu un recours visant à faire lever cette interdiction, ce qui alimente aujourd'hui les soupçons d'une manœuvre politique visant à l'écarter définitivement de la scène nationale.

Lire plus : <https://hamanie.news/>

Politique

Guinée : à six mois de la présidentielle, Mamadi Doumbouya remplace la CENI par une nouvelle Direction générale des élections

À six mois de l'élection présidentielle prévue en Guinée, le président de la transition, le général Mamadi Doumbouya, a promulgué un décret instituant un nouvel organe chargé d'organiser les scrutins politiques et référendaires : la Direction générale des élections (DGE). Cette nouvelle structure remplace la Commission électorale nationale indépendante (CENI), en place depuis plusieurs années.

Une réforme controversée

du système électoral Placée sous la tutelle du ministère de l'Administration territoriale, la DGE est officiellement chargée de superviser toutes les étapes du processus électoral sur l'ensemble du territoire. Mais cette centralisation des pouvoirs électoraux suscite d'ores et déjà une vive controverse. L'opposition accuse le régime de transition de vouloir verrouiller le jeu politique à l'approche du scrutin présidentiel. Selon le décret, le directeur général de la DGE, son adjoint, ainsi que l'ensemble des responsables régionaux, préfectoraux et communaux sont nommés directement par le président de la transition.



Ce mode de désignation renforce les soupçons de mainmise du pouvoir exécutif sur le processus électoral, au détriment des principes d'indépendance et de neutralité qui fondaient l'existence de la CENI.

Crainte d'un contrôle politique du processus électoral

La publication du décret a coïncidé avec celle de la loi portant sur l'organisation d'un référendum constitutionnel prévu pour septembre, nourrissant les inquiétudes sur une éventuelle instrumentalisation des institutions électorales. Pour de nombreux observateurs, cette simultanéité reflète une volonté du régime d'encadrer de bout en bout la transition institutionnelle, dans une optique de maintien au pouvoir du général Doumbouya. Ousmane Gaoual Diallo, porte-parole du

gouvernement, a défendu la création de la DGE en affirmant qu'elle vise à « recréer la confiance entre le peuple et l'État » et à garantir « des scrutins crédibles et transparents ». Il assure que cette réforme s'inscrit dans un effort de rationalisation de l'appareil électoral et de renforcement de son efficacité.

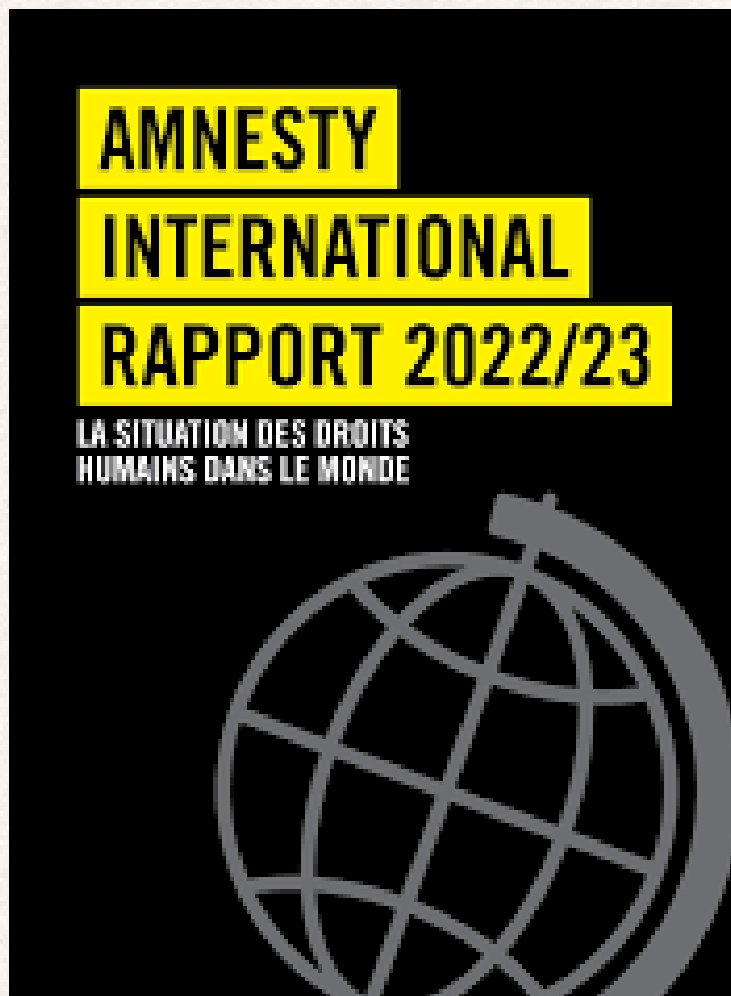
Des réactions partagées

dans la classe politique Du côté de l'opposition, la réaction est plus tranchée. Souleymane Souza Konaté, cadre de l'Union des forces démocratiques de Guinée (UFDG), a dénoncé « une stratégie de confiscation du pouvoir » déguisée en réforme administrative. Le président du Bloc libéral, Dr Faya Millimono, a pour sa part exprimé ses craintes quant à une « fraude électorale planifiée », rendue possible par la centralisation du processus décisionnel entre les mains de l'exécutif.

MianAgency

**SERVICES DE
RELATIONS
PUBLIQUES ET
COMMUNICATION**

[Lire plus :https://hamanie.news/](https://hamanie.news/)



Un rapport d'Amnesty International, publié le 17 juin 2025, met en lumière la répression croissante à l'encontre des militants syndicalistes et environnementaux en Tunisie. Le document dénonce un décalage inquiétant entre le discours du président Kaïs Saïed — qui affirme défendre la justice économique et sociale — et la réalité vécue par ceux qui osent revendiquer leurs droits.

Un climat de peur

Entre 2020 et 2024, Amnesty International a recensé neuf cas de répression et interrogé 26 personnes arrêtées, souvent sur la base de l'article 136 du Code pénal, qui sanctionne l'« entrave au travail », et

de l'article 107, relatif à « l'obstacle à un service public ». La majorité des personnes concernées s'étaient mobilisées pour défendre des droits environnementaux, salariaux ou sociaux dans des régions telles que Sfax, Siliana, Tunis et Kairouan. Seize d'entre elles ont été détenues pendant des périodes allant de trois jours à vingt mois. Samar Shaiiek, coordinatrice des campagnes et du plaidoyer au sein d'Amnesty, souligne que près de 90 personnes sont actuellement poursuivies en justice, ce qui alimente un climat de peur généralisé. « Les gens ont peur d'aller manifester », déclare-t-elle, ajoutant que les médias traditionnels couvrent de moins en moins ces mobilisations sociales.

Politique

Tunisie : Amnesty International alerte sur la répression des manifestants syndicalistes et environnementaux

Une mobilisation de plus en plus difficile

Aziz Chebbi, militant du mouvement Stop Pollution, actif contre la pollution à Gabès, partage ce constat. Il explique que la mobilisation est devenue extrêmement difficile dans le contexte politique actuel. De nombreux témoins de violences policières lors de manifestations hésitent désormais à s'engager, craignant pour leur emploi et la sécurité de leurs proches. Un exemple tragique de cette répression est celui de Mohamed Ali Trimi, membre de Stop Pollution, condamné à quatre mois de prison après une manifestation pacifique pour un environnement sain. Bien qu'il ait été libéré après deux semaines de détention, il attend toujours le jugement en appel.

Répression des syndicalistes

La répression ne vise pas uniquement les militants environnementaux. Anis Kâabi, secrétaire général des agents de la société Tunisie Autoroutes, a été emprisonné pendant quatorze mois après avoir organisé une grève en mai 2023. Accusé d'avoir cherché à nuire à l'administration, il attend toujours l'issue de ses poursuites judiciaires. Son cas est perçu comme un avertissement adressé à l'UGTT,



ATHARI ADVISORS

Un cabinet de conseil engagé dans la transformation durable

<https://athari-as.com/>
+2250759956898
infos@athari-as.com

Lire plus : <https://hamanie.news/>

L'actualité pour l'Afrique et par l'Afrique



www.hamanie.news



Politique

Présidentielle au Cameroun : un élu du RDPC conteste la candidature de Paul Biya sans congrès

Réactions contrastées au sein du parti

Les réactions n'ont pas tardé au sein du comité central du RDPC. Un haut cadre du parti a qualifié cette initiative d'« agitation marginale » et d'« épiphénomène », affirmant que la candidature de Paul Biya pour l'élection présidentielle d'octobre 2025 est déjà actée, en tant que « candidat naturel » du parti. Pour la direction, il ne s'agit pas d'un débat prioritaire.

Cependant, cette contestation inédite met en lumière les tensions internes qui couvent au sein du parti au pouvoir. Elle soulève également des interrogations sur la légitimité des processus de désignation du candidat du RDPC, à l'heure où le pays s'approche d'une échéance électorale majeure. Bien que Paul Biya, au pouvoir depuis 1982, reste pour beaucoup une figure incontournable, la démarche de Léon Theiller pourrait ouvrir une brèche dans le consensus apparent, révélant une volonté de renouveau au sein de certaines franges du parti.

Au Cameroun, la possible candidature du président Paul Biya à la prochaine élection présidentielle est remise en question par un élu du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC), parti au pouvoir depuis plusieurs décennies. Léon Theiller, conseiller municipal de la ville de Monatéle, a saisi l'Élections Cameroon (ÉléCam), l'autorité en charge des scrutins, afin de faire constater l'illégalité d'une investiture de Paul Biya sans la tenue préalable d'un congrès ordinaire du parti.

Un acte de défiance interne

La démarche de Léon Theiller s'inscrit dans un contexte de remise en cause croissante de la gouvernance interne du RDPC. À une centaine de kilomètres de Yaoundé, l'élu local milite pour l'organisation d'un congrès ordinaire, condition selon lui indispensable à l'investiture d'un candidat à l'élection présidentielle.

Il rappelle que le dernier congrès du parti s'est tenu en 2011, lors duquel Paul Biya avait été reconduit à la tête du RDPC pour un mandat de cinq ans. Ce mandat avait été prorogé en 2016, en vue de l'élection présidentielle de 2018. Depuis lors, aucun autre congrès n'a été convoqué pour renouveler ou légitimer cette direction.

Une procédure judiciaire en cours

En avril dernier, Léon Theiller a saisi la justice pour faire reconnaître le caractère irrégulier de cette situation. L'affaire est actuellement pendante devant les juridictions compétentes. Parallèlement, une procédure en référé a été engagée dans l'objectif d'obtenir une décision rapide. Pour Theiller, le silence du directoire du RDPC sur cette question met en péril la légalité des décisions à venir, notamment l'investiture du président sortant.

Mian Agency

**SERVICES DE
RELATIONS
PUBLIQUES ET
COMMUNICATION**

Lire plus : <https://hamanie.news/>

L'actualité pour l'Afrique et par l'Afrique



Politique

Côte d'Ivoire : Présidentielle 2025 — Laurent Gbagbo et Tidjane Thiam unissent leurs forces face à leur radiation de la liste électorale

Le jeudi 19 juin 2025, le Parti des Peuples Africains-Côte d'Ivoire (PPA-CI) et le Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) ont officiellement annoncé la création d'un Front commun de l'opposition. Cette initiative, symbolique et stratégique, a été matérialisée par une cérémonie de signature tenue au cabinet du président du PPA-CI à Cocody-Attoban, en présence de nombreux hauts cadres des deux formations.

Un acte politique fort

L'événement s'est déroulé en présence de l'ancien président Laurent Gbagbo, président du PPA-CI, accompagné de son président exécutif Sébastien Dano Djédjé. Le PDCI était représenté par plusieurs figures de premier plan, notamment Sylvestre Emmou, secrétaire exécutif

en chef, Soumaïla Bredoumy, porte-parole du parti, ainsi que le vice-président Noël Akossi Bendjo. La signature de l'acte constitutif du Front commun a été formalisée par Dano Djédjé pour le PPA-CI et Akossi Bendjo pour le PDCI, en présence de militants et de la presse, illustrant la portée politique de cette alliance.

Objectifs du Front commun

Dans une déclaration conjointe lue par Soumaïla Bredoumy, les deux partis ont expliqué que ce cadre vise à renforcer l'unité d'action de l'opposition politique en Côte d'Ivoire. Parmi les principales revendications figurent la réintégration sur la liste électorale de plusieurs personnalités politiques radiées : Laurent Gbagbo, Tidjane Thiam, Guillaume Soro, Charles Blé Goudé et

Noël Akossi Bendjo. Selon les signataires, ces exclusions compromettent la crédibilité, l'équité et l'inclusivité du scrutin présidentiel de 2025, d'autant plus qu'elles s'appuient sur des décisions judiciaires jugées contestables.

Le Front commun plaide également pour une réforme en profondeur de la Commission Électorale Indépendante (CEI), un audit transparent de la liste électorale, ainsi que l'ouverture immédiate d'un dialogue politique sincère avec le pouvoir en place. Ces mesures sont jugées indispensables pour garantir des élections apaisées, crédibles et démocratiques.



**ECLAIR
CONSULTING**

*la langue au
service de
l'influence
africaine*

En savoir plus :
<https://eclairconsulting.net/>

(+225) 27 22 20 41 68 |
(+225) 07 87 59 89 97
info@eclairconsulting.net

Immeuble Juridis /
Riviera Palmeraie route
Y4 Abidjan , Abidjan ,
Cote d'Ivoire

Lire plus : <https://hamanie.news/>

L'actualité pour l'Afrique et par l'Afrique

Traduction et interprétariat : quelles différences, quels enjeux, quelles compétences ?



Par Dr Flora NIAGNE

A propos de l'auteure

Dr Flora NIAGNE est une experte en relations internationales, en diplomatie linguistique et en communication interculturelle, cumulant plus de 20 ans d'expérience à l'échelle internationale, notamment au sein de l'Union européenne à Bruxelles et dans divers pays d'Afrique subsaharienne.

Titulaire de plusieurs diplômes de haut niveau, elle est diplômée en langues étrangères appliquées, relations internationales et commerce international. Elle a étudié dans de prestigieuses institutions telles que l'Université d'Oxford (LL.M. en droit international des affaires et fiscalité), l'Université Côte d'Azur, l'Université de Vérone, la Boston Institute of International Certifications, et a obtenu un MBA en marketing. Elle maîtrise neuf langues internationales, dont le français, l'anglais, l'espagnol, l'italien, l'allemand, le portugais, l'arabe et le russe.

Depuis 2017, elle est associée gérante d'Eclair Consulting 2.0, un cabinet basé à Abidjan spécialisé dans la traduction, l'interprétation, la médiation multilingue, et la diplomatie d'affaires. Elle y accompagne entreprises, ONG et institutions dans leurs relations internationales, et propose des services en stratégie multilingue et négociation interculturelle.

Elle est également fondatrice de FITEI, un institut de formation de traducteurs et d'interprètes basé en Côte d'Ivoire, qui répond à la demande croissante de professionnels qualifiés dans le domaine linguistique en Afrique de l'Ouest. Son parcours professionnel l'a conduite à occuper des fonctions de responsable marketing et communication chez GETESA (Guinée équatoriale), de consultante linguistique et représentante locale de Kodak Alaris (Côte d'Ivoire), ou encore de chargée des relations publiques chez Areva (Niger). Elle a également été assistante exécutive auprès du ministère italien des Affaires étrangères, au sein de la délégation de l'Union européenne à Bruxelles.

Passionnée par l'entrepreneuriat, l'innovation sociale et le développement, Dr Flora Niagne est reconnue pour sa capacité à créer des passerelles entre les cultures, à fluidifier les échanges entre acteurs internationaux, et à faire du multilinguisme un véritable levier de diplomatie économique.

Dans l'univers de la communication professionnelle, les termes traduction et interprétariat sont souvent utilisés de manière interchangeable par le grand public et même par certains professionnels. Pourtant, ces deux disciplines relèvent de compétences distinctes, répondent à des besoins spécifiques et ont des impacts opérationnels très différents. Pour les décideurs, bien comprendre ces différences est essentiel pour faire les bons choix, garantir la qualité des échanges et éviter des erreurs coûteuses.

Deux métiers complémentaires mais bien distincts

La traduction est l'art de transposer un contenu écrit d'une langue vers une autre. Cela concerne une grande variété de supports : documents administratifs, contrats juridiques, manuels techniques, brochures commerciales, sites internet, rapports d'activités, publications scientifiques, et bien d'autres. Le traducteur travaille sur des textes, prend le temps d'analyser le fond et la forme, choisit le vocabulaire le plus adapté et veille à ce que le sens soit fidèle, clair et cohérent pour le lecteur final.

L'interprétariat, quant à lui, consiste à reproduire oralement, en temps réel ou avec un léger décalage, les propos tenus dans une langue vers une autre. Ce métier intervient principalement lors de conférences, de réunions d'affaires, de négociations, de cérémonies officielles, ou encore lors de missions diplomatiques. L'interprète doit capter le message à la volée, le restituer de manière fluide et fidèle, sans avoir le temps de revenir sur ce qui a été dit. La pression est donc maximale, et les compétences requises vont bien au-delà de la simple maîtrise linguistique.

Des enjeux stratégiques pour les organisations

Choisir entre traduction et interprétariat, ou combiner les deux, dépend du contexte et des

objectifs de l'organisation. La traduction permet de construire des contenus durables, qui peuvent être diffusés, archivés et relus. Elle est cruciale pour les entreprises qui souhaitent étendre leur présence sur de nouveaux marchés, sécuriser des partenariats internationaux, ou respecter des obligations réglementaires dans plusieurs langues.

L'interprétariat, de son côté, est un levier d'interaction en temps réel, qui garantit la fluidité des échanges entre des interlocuteurs ne partageant pas la même langue. Il est stratégique lors d'événements où la qualité de la communication orale peut faire la différence : une négociation commerciale, une prise de parole dans une conférence internationale, une mission de représentation officielle. Un interprète compétent permet d'éviter les malentendus, de préserver la nuance du discours, et de faciliter la prise de décision dans des contextes multiculturels.

Des compétences spécifiques et des exigences élevées

Être traducteur ou interprète ne s'improvise pas. Ces métiers exigent bien plus qu'une bonne maîtrise des langues. Le traducteur doit faire preuve d'expertise terminologique, de compréhension fine des contextes culturels et techniques, et d'une excellente capacité rédactionnelle dans la langue cible. Un bon traducteur ne se contente pas de transposer des mots : il reformule les idées, adapte les références culturelles, et restitue le ton du message d'origine.

L'interprète, de son côté, doit posséder une grande capacité de concentration, une rapidité d'analyse, et une aisance à l'oral qui lui permettent de restituer fidèlement les propos dans des conditions souvent exigeantes. Il doit aussi être capable de gérer le stress, d'intervenir dans des contextes variés, et de respecter la confidentialité des échanges

auxquels il participe.

Les deux métiers nécessitent une préparation en amont, notamment une bonne connaissance du secteur d'activité concerné, de la terminologie spécifique, et des enjeux culturels des participants ou du public cible.

L'erreur à éviter : sous-estimer l'expertise requise

Trop d'organisations commettent encore l'erreur de confier ces missions à des personnes non qualifiées, sous prétexte qu'elles parlent « bien » une langue étrangère. Cette approche peut conduire à des traductions approximatives, à des interprétations biaisées, ou à des situations embarrassantes qui nuisent à la crédibilité de l'entreprise.

La qualité de la traduction ou de l'interprétation est directement liée à l'image professionnelle de l'organisation. Une erreur dans la traduction d'un contrat peut avoir des conséquences juridiques lourdes. Une interprétation maladroite lors d'une négociation peut faire échouer un partenariat stratégique. Une communication mal maîtrisée peut faire perdre la confiance d'un public cible.

Éclair Consulting, votre partenaire de confiance

Chez Éclair Consulting, nous mettons à disposition de nos clients des experts qualifiés, formés et expérimentés, capables de garantir des prestations de haut niveau en traduction comme en interprétariat. Nous accompagnons les entreprises, institutions et organisations qui veulent réussir leur communication multilingue, en tenant compte des spécificités culturelles et des enjeux stratégiques de chaque contexte. Bien comprendre la différence entre traduction et interprétariat, c'est s'assurer de faire les bons choix au bon moment, et de transformer la langue en un levier de succès et d'influence pour votre organisation.

ÉCONOMIE

Economie

Niger : Secteur des mines – La junte annonce la nationalisation de la Somaïr, filiale du géant français Orano



Le jeudi 19 juin 2025, la junte militaire au pouvoir au Niger a annoncé la nationalisation de la Société des mines de l'Aïr (Somaïr), filiale du groupe français Orano, acteur majeur de l'exploitation de l'uranium. Cette décision intervient dans un contexte de tensions croissantes entre Niamey et Paris, exacerbées par le coup d'État ayant renversé le président Mohamed Bazoum en juillet 2023.

Contexte de la nationalisation

Les autorités nigériennes présentent cette mesure comme une réponse au « comportement irresponsable, illégal et déloyal » d'Orano, accusé d'agir comme un « État ouvertement hostile au Niger ». Selon la télévision nationale RTN, la nationalisation signifie que toutes les actions et l'ensemble du patrimoine de la Somaïr sont désormais transférés en pleine propriété à l'État nigérien. Une indemnité compensatoire est annoncée pour les actionnaires, bien que les modalités précises de cette compensation n'aient pas été détaillées.

Griefs à l'encontre d'Orano

Le gouvernement nigérien reproche à Orano de ne pas avoir respecté les termes de partage des bénéfices convenus, d'avoir exporté plus que la part qui lui revenait, et d'avoir interrompu les activités de la Somaïr depuis le 26 juillet 2023. À cela s'ajoutent le rapatriement

sans préavis de ressortissants français et la déconnexion du système informatique de la Somaïr du réseau global d'Orano.

Un autre point de discordance réside dans la tentative du groupe français de revendre ses parts dans la Somaïr, révélée par The Financial Times à la mi-mai. Orano avait alors indiqué que les parties intéressées étaient libres de soumettre des offres, sans toutefois évoquer les quelque 1 000 tonnes d'uranium encore stockées sur les sites de la Somaïr, estimées à près de 250 millions d'euros.

Perte de contrôle et procédures d'arbitrage

En décembre 2024, Orano avait reconnu avoir perdu le contrôle opérationnel de ses trois filiales minières au Niger, y compris la Somaïr. Bien que l'entreprise détienne encore plus de 60 % du capital de ces entités, elle a entamé plusieurs procédures d'arbitrage international à l'encontre de l'État nigérien.

Réaction d'Orano

Sollicité pour réagir à la décision de nationalisation, Orano s'est abstenu de tout commentaire. Dans un communiqué diffusé à la mi-mai, la société avait exprimé son inquiétude concernant l'arrestation de son directeur général au Niger,

MianAgency

**SERVICES DE
RELATIONS
PUBLIQUES ET
COMMUNICATION**

[Lire plus :https://hamanie.news/](https://hamanie.news/)

Economie

Sénégal : le gouvernement annonce un nouvel emprunt de 300 milliards FCFA pour relancer les priorités nationales



Dans un contexte marqué par la suspension des relations entre le Sénégal et le Fonds monétaire international (FMI) depuis l'élection de Bassirou Diomaye Faye, l'État sénégalais explore de nouvelles voies pour financer ses ambitions de développement.

Un second appel après un succès initial

Ce recours au marché n'est pas inédit : en mars dernier, une opération similaire avait permis de lever 405 milliards de FCFA. Toutefois, dans un contexte de repositionnement budgétaire et d'incertitudes entourant les bailleurs de fonds traditionnels, le gouvernement sénégalais souhaite réaffirmer sa volonté de maintenir un niveau élevé d'investissement public dans des secteurs jugés stratégiques.

Des investissements ciblés dans des secteurs prioritaires

Les fonds mobilisés seront alloués à des domaines considérés comme essentiels par les nouvelles autorités : infrastructures, éducation, santé, accès à l'eau, agriculture, énergie et numérique. Ces secteurs sont à la fois des piliers du développement économique et des réponses concrètes aux attentes exprimées par la population. Ce ciblage témoigne d'une stratégie qui articule réponses aux urgences sociales

et transformation structurelle. En s'appuyant sur la confiance du marché, l'exécutif entend préserver la dynamique de croissance du pays, sans se reposer exclusivement sur les mécanismes de financement multilatéraux. La solidité du cadre juridique et les perspectives de retour sur investissement à moyen terme constituent des arguments clés pour attirer les souscripteurs.

Une quête de souveraineté financière ?

Le recours croissant aux emprunts obligataires semble indiquer une volonté du Sénégal de renforcer son autonomie budgétaire et de se repositionner activement sur les marchés de capitaux. Face à l'incertitude entourant les financements extérieurs, cette stratégie permet de garantir la continuité des politiques publiques et d'éviter un gel des projets prioritaires.

Néanmoins, ce choix n'est pas sans risques. Il implique une gestion rigoureuse de la dette : taux d'intérêt, maturité des obligations, capacité de remboursement... Autant de paramètres déterminants pour préserver la soutenabilité des finances publiques. La réussite de l'opération dépendra également de la réaction des investisseurs, dans un environnement économique international encore volatil.

Lire plus : <https://hamanie.news/>

 Mian Agency

**SERVICES DE
RELATIONS
PUBLIQUES ET
COMMUNICATION**

Economie

Côte d'Ivoire : découverte d'un gisement d'or de classe mondiale à Doropo, à la frontière avec le Burkina Faso



Le 16 juin 2025, la société minière australienne Resolute Mining a annoncé une découverte majeure en Côte d'Ivoire : un gisement aurifère de classe mondiale situé dans le département de Doropo, à la frontière avec le Burkina Faso. Estimée à environ 100 tonnes, cette réserve d'or représente une opportunité stratégique pour cette région enclavée du Bounkani, parmi les plus défavorisées du pays.

Un projet aux retombées économiques majeures

Avec un investissement annoncé de 300 milliards de francs CFA (environ 450 millions d'euros), Resolute Mining prévoit de lancer la construction de la mine début 2026. La durée d'exploitation est estimée à plus de vingt ans, avec une capacité de production significative. Près de 3 000 emplois directs devraient être créés, ce qui constitue une perspective porteuse pour une jeunesse locale confrontée au chômage et à la précarité.

Pour les autorités locales, ce projet est porteur d'un double espoir : dynamiser l'économie régionale et renforcer la résilience sociale face aux risques d'instabilité. La zone frontalière entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso reste en effet sensible, avec des menaces d'infiltration de groupes

armés extrémistes. Les élus de Doropo saluent ainsi une initiative susceptible de détourner les jeunes de ces logiques violentes par l'emploi et la formation.

Un territoire marqué par la pauvreté et l'orpaillage illégal

La région du Bounkani, où se situe Doropo, connaît une situation socio-économique critique. En 2021, selon l'Agence nationale de la statistique, 71 % des habitants y vivaient avec moins de 1 000 francs CFA par jour. L'orpaillage clandestin, très répandu, y est à la fois une source de revenus informels et un facteur de dégradation environnementale, de conflits sociaux et d'insécurité.

La mise en place d'une exploitation industrielle pourrait profondément transformer ce paysage, en y introduisant une gouvernance minière formelle, de nouvelles infrastructures — notamment scolaires et hospitalières — et un accès plus durable aux services publics.

Des préoccupations environnementales et sociales à anticiper

Malgré ces perspectives prometteuses, des voix s'élèvent déjà pour alerter sur les défis liés à ce type de projet. Une ONG active dans la région a souligné la nécessité d'associer étroitement les communautés locales,

MianAgency

**SERVICES DE
RELATIONS
PUBLIQUES ET
COMMUNICATION**

[Lire plus :https://hamanie.news/](https://hamanie.news/)

**ATHARI** ADVISORS

CONSEILS D'ATHARI



UNE SÉRIE POUR PENSER, STRUCTURER ET TRANSFORMER VOTRE ENTREPRISE

Dans un environnement économique africain en mutation constante, les entrepreneurs, dirigeants de PME, cadres opérationnels et porteurs de projet sont confrontés à des défis multiples : structurer leur croissance, formaliser leurs processus, attirer les bons talents, piloter la performance, ou encore naviguer dans un écosystème où les ressources sont limitées mais les ambitions immenses.

Chez Athari Advisors, nous avons la conviction que le conseil ne doit pas être réservé à une élite, ni exprimé dans un jargon inaccessible. Il doit au contraire éclairer l'action, poser les bonnes questions, et outiller ceux qui font l'économie réelle, jour après jour, dans la complexité du terrain.

C'est dans cet esprit que nous lançons « Conseils

d'Athari », une série de chroniques pratiques et stratégiques à destination de ceux qui veulent penser leur entreprise autrement. À travers des sujets concrets — stratégie, organisation, pilotage, leadership, transformation — nous partageons nos analyses, nos retours de terrain, et nos convictions pour aider les entreprises africaines à gagner en clarté, en structure et en impact.

Notre ambition est simple : vous offrir, chaque semaine, un éclairage utile, applicable et ancré dans vos réalités. Parce que les bons conseils ne sont pas ceux qui brillent en théorie, mais ceux qui transforment en profondeur.

Bienvenue dans « Conseils d'Athari » — là où l'action rencontre la réflexion.

STRATEGIE OCEAN BLEU : UNE REPONSE POUR LES MARCHES AFRICAINS SATURES ?



Par
Meryl BONI

A propos de l'auteur

Actuellement consultante junior chez ATHARI ADVISORS, cabinet de conseil basé à Abidjan, Meryl BONI intervient sur des problématiques d'accompagnement stratégique et de performance opérationnelle. Avant cela, elle a occupé pendant près de deux ans le poste de Digital Manager à l'École Supérieure de Commerce d'Abidjan (ESCA), où elle a piloté des projets de communication digitale et participé

activement au rayonnement de l'établissement dans l'écosystème éducatif ivoirien.

Son engagement pour le développement des compétences ne date pas d'hier. En parallèle de son cursus, elle a mené plusieurs stages en entreprise, qui lui ont permis de croiser les enjeux du marketing, de la finance et du contrôle de gestion. En 2023, elle a effectué un stage en marketing chez Impakt Marketing & Distribution, avant de rejoindre, en 2022, ZOLA EDF Côte d'Ivoire (ZECI), où elle a travaillé sur le contrôle de gestion, la gestion des immobilisations et la mise en place de la méthode ABC pour l'évaluation des coûts. Elle avait auparavant évolué comme stagiaire comptable chez SIDAM Assurances, renforçant ainsi sa maîtrise des outils de gestion comptable et financière.

Formée dans plusieurs institutions d'excellence, Meryl BONI est passée par le cycle ingénieur de l'ESCA (École Supérieure de Commerce d'Abidjan), avec une spécialisation en management, marketing et finance. Elle est également titulaire d'un Diplôme de Technicien Supérieur (DTS) en finance-comptabilité obtenu à l'Institut National Polytechnique Félix Houphouët-Boigny (INP-HB) de Yamoussoukro. En janvier 2025, elle a enrichi son profil international à travers un programme intensif d'anglais à Stellenbosch University en Afrique du Sud, atteignant le niveau upper-intermediate. Au-delà de son parcours académique et professionnel, Meryl BONI s'est aussi illustrée dans l'engagement associatif. Elle a été secrétaire générale de l'Association des Étudiants en Finance-Comptabilité de l'INP-HB (AE-FC), où elle a joué un rôle de coordination, de mobilisation et de représentation pendant près de deux ans.

Réinventer la concurrence plutôt que s'y soumettre

Dans de nombreux secteurs économiques africains — transport, agroalimentaire, cosmétique, services digitaux — l'intensité concurrentielle est telle que les entreprises se livrent une guerre des prix féroce. Ce phénomène donne lieu à ce que les auteurs W. Chan Kim et Renée Mauborgne appellent un « océan rouge » : un espace de marché saturé, où les acteurs se battent pour les mêmes clients, avec des offres similaires, au prix de marges rognées. Face à cela, la stratégie Océan Bleu offre une alternative audacieuse : créer un nouvel espace de marché, sans concurrence directe, en proposant une valeur inédite à un public souvent négligé. Mais cette approche, née dans les grands marchés, peut-elle être utilement transposée au contexte africain ?

Comprendre la logique de l'Océan Bleu

La stratégie Océan Bleu repose sur un principe simple mais exigeant : sortir de la logique de concurrence pour concevoir une nouvelle demande. Cela suppose de ne pas se contenter d'améliorer l'existant, mais de redéfinir la manière même dont on crée de la valeur. On ne cherche plus à faire mieux que les autres, mais à faire autrement. Cela passe par l'« innovation-valeur », c'est-à-dire la capacité à accroître la valeur perçue par le client tout en maîtrisant les coûts, en réinterrogeant les standards du secteur et en se tournant vers les non-clients, ceux que l'offre actuelle ne touche pas.

L'Afrique, un terrain fertile pour les Océans Bleus

Contrairement aux idées reçues, le continent africain offre un terrain propice à l'application de cette approche. De nombreux marchés y sont saturés en apparence, mais souvent inadaptés à la majorité des consommateurs. Les modèles dominants, souvent copiés des économies occidentales, échouent à intégrer les spécificités locales : faibles revenus, contraintes logistiques, barrières culturelles ou technologiques. Par ailleurs, l'absence de réglementations rigides dans certains secteurs permet une liberté d'innovation plus grande. Enfin, la jeunesse des marchés et la rapidité de diffusion des innovations digitales ouvrent des fenêtres pour réinventer l'offre bien plus vite qu'ailleurs.

Des exemples africains inspirants

Plusieurs entreprises africaines illustrent brillamment l'esprit Océan Bleu. Au Kenya, Safaricom a créé M-Pesa, une solution de paiement mobile par SMS qui a permis à des millions de personnes sans compte bancaire d'effectuer des transactions, là où les banques traditionnelles avaient échoué. Au Nigéria, Wecyclers a mis en place un modèle de recyclage participatif dans les quartiers populaires, en transformant les déchets en monnaie d'échange. En Côte d'Ivoire, des start-ups comme Julaya ou Djamo ont su proposer des services financiers adaptés aux réalités des PME et des travailleurs informels, là où les acteurs classiques n'avaient pas su répondre.

Appliquer une stratégie Océan Bleu dans le contexte ivoirien

Une PME ivoirienne peut s'inspirer de cette logique à condition d'adopter une démarche structurée. Il faut d'abord identifier les frustrations non traitées du marché : ce que les clients critiquent, ce qu'ils évitent ou ce qu'ils font eux-mêmes faute d'offre adaptée. Il convient ensuite de repenser la proposition de valeur en se demandant ce qu'il faut éliminer, réduire, augmenter ou créer dans l'offre actuelle. Cette méthode, connue sous le nom de grille des 4 actions, permet de sortir de la reproduction des modèles dominants. Il est essentiel de tester à petite échelle, de s'appuyer sur les retours terrain, et d'ajuster rapidement. Enfin, une offre innovante nécessite un effort de pédagogie : le marché doit être éduqué à cette nouvelle manière de répondre à ses besoins.

La stratégie Océan Bleu n'est pas une théorie déconnectée : elle peut devenir un puissant levier pour les entrepreneurs africains désireux de sortir de la compétition stérile. Elle exige de prendre du recul, d'écouter autrement les signaux faibles du marché, et de faire preuve de créativité stratégique. Dans un environnement où les ressources sont limitées mais les besoins immenses, créer un nouvel espace de marché peut être non seulement plus rentable, mais aussi plus impactant.

Chez Athari Advisors, nous croyons que c'est en repensant les règles du jeu que les PME africaines pourront croître durablement, en créant leurs propres océans bleus au lieu de se noyer dans les rouges.

A portrait of a middle-aged Black man with a balding head, smiling slightly. He is wearing a dark blue suit jacket, a white shirt, and a red tie. His hands are clasped in front of him. The background is dark and out of focus.

GRAND FORMAT

Elumelu

**LE VISAGE D'UNE AFRIQUE QUI
INVESTIT EN ELLE-MÊME**



À la croisée du capital et de l'impact, Tony Elumelu s'est imposé comme l'une des figures les plus influentes du continent africain. Entrepreneur accompli, banquier visionnaire, investisseur stratégique et philanthrope engagé, cet homme d'affaires nigérian est aujourd'hui reconnu pour avoir popularisé une idée puissante : l'Africapitalisme. À rebours des logiques d'assistanat ou de dépendance extérieure, il défend avec constance une approche africaine du développement, ancrée dans la création de richesse locale, le leadership entrepreneurial et l'investissement patient.

Né à Jos, dans le centre du Nigeria, Tony Elumelu a bâti un parcours qui illustre la transformation

silencieuse mais déterminée de l'Afrique des années 2000 : celle d'un continent qui ne demande plus seulement des opportunités, mais qui les crée. De ses débuts dans le secteur bancaire à la tête d'un groupe panafricain présent dans plus de 20 pays (UBA), en passant par la fondation de Heirs Holdings et de la Tony Elumelu Foundation, son influence dépasse aujourd'hui le monde des affaires pour toucher à l'économie politique du continent.

Au moment où l'Afrique cherche ses catalyseurs de transformation, Tony Elumelu s'impose comme un cas d'étude, autant qu'un acteur-clé du présent et de l'avenir du continent.

Né le 22 mars 1963 à Jos, dans le centre du Nigeria, Tony Onyemaechi Elumelu grandit dans une famille igbo de la classe moyenne. Rien, à première vue, ne prédestinait ce jeune Nigérien, élevé dans une région plus connue pour ses tensions ethno-religieuses que pour son dynamisme économique, à devenir l'un des visages les plus emblématiques du capitalisme africain contemporain.

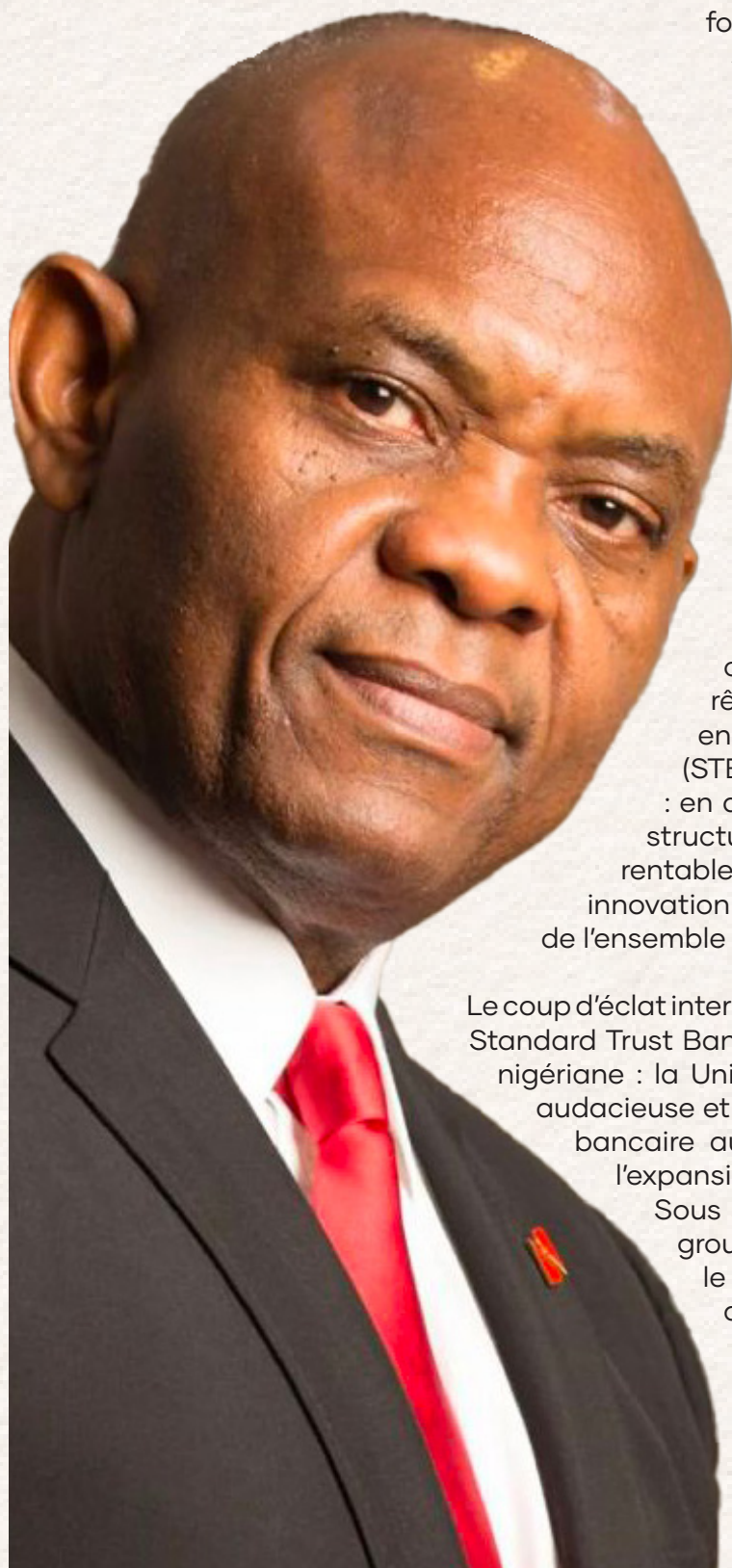
Très tôt, il se distingue par sa rigueur et sa discipline, valeurs qu'il revendique encore aujourd'hui comme fondatrices. Après des études secondaires dans son État natal, il poursuit son cursus supérieur à la Bendel State University (aujourd'hui Ambrose Alli University), où il obtient un diplôme de premier cycle en économie. Déterminé à gravir les échelons dans le monde des affaires, il s'inscrit ensuite à l'University of Lagos, où il décroche un Master en économie. Il renforcera par la suite son bagage académique à la Harvard Business School, où il suit le prestigieux Advanced Management Program, rejoignant ainsi le cercle restreint des élites formées aux standards internationaux de gouvernance d'entreprise.

Son entrée dans le secteur bancaire se fait à un moment critique, alors que le système financier nigérien traverse une période de restructuration profonde. Il commence sa carrière comme analyste, avant de prendre en 1997 les rênes de Crystal Bank, une petite institution alors en grande difficulté, rebaptisée Standard Trust Bank (STB). Ce tournant marque le début de son ascension : en quelques années, Tony Elumelu transforme cette structure moribonde en l'une des banques les plus rentables du Nigeria. Son style de gestion, mêlant rigueur, innovation et culture de la performance, lui vaut l'attention de l'ensemble du secteur.

Le coup d'éclat intervient en 2005, lorsqu'il réussit l'exploit de fusionner Standard Trust Bank avec l'un des géants historiques de la finance nigériane : la United Bank for Africa (UBA). L'opération, à la fois audacieuse et stratégique, place Elumelu à la tête d'un groupe bancaire aux ambitions panafricaines. Il amorce aussitôt l'expansion du groupe au-delà des frontières nigériennes.

Sous sa direction, UBA devient l'un des tout premiers groupes bancaires véritablement transnationaux sur le continent, avec des filiales dans plus de 20 pays africains, ainsi qu'à Londres, New York et Paris.

Cette fusion ne marque pas seulement une réussite financière ; elle inaugure un changement de paradigme : celui d'un capitalisme africain qui ne se contente plus de servir les élites locales, mais qui entend intégrer les marchés régionaux, bancariser les populations marginalisées et financer le développement du continent par ses propres moyens. Le nom de Tony Elumelu commence alors à incarner cette Afrique qui entreprend, innove et investit en elle-même.



Origines d'un leader



L'homme d'affaires stratège

Après avoir quitté ses fonctions exécutives à la tête de United Bank for Africa (UBA) en 2010, Tony Elumelu aurait pu se contenter de capitaliser sur sa réussite. Il choisit au contraire de structurer son influence à travers un nouveau véhicule d'investissement : Heirs Holdings. Ce conglomérat familial, basé à Lagos, incarne une ambition claire — investir à long terme dans des secteurs clés de l'économie africaine, avec une vision transversale du développement : créer de la richesse, générer des emplois, et catalyser une croissance endogène.

Heirs Holdings est aujourd'hui présent dans plusieurs secteurs stratégiques :

Énergie : avec Transcorp Energy, Elumelu a investi dans la production électrique, notamment via la centrale d'Ughelli, l'une des plus importantes du Nigeria.

Finance : outre UBA, Heirs Holdings détient une compagnie d'assurance, Heirs Insurance, et une société de gestion d'actifs, créant un écosystème financier intégré.

Hôtellerie : à travers Transcorp Hotels, le groupe est présent dans l'hospitalité haut de gamme, avec des établissements à Abuja et Calabar.

Agro-industrie et santé : Heirs Holdings se positionne également sur ces secteurs, perçus comme moteurs de transformation structurelle en Afrique.

En parallèle, UBA poursuit son expansion. Sous l'impulsion d'Elumelu, la banque est devenue l'un des rares établissements financiers africains à posséder une réelle dimension internationale, avec des filiales dans plus de 20 pays africains, ainsi que des représentations à Londres, New York et Paris. Cette présence symbolique et stratégique permet à UBA de capter à la fois les marchés africains et les flux financiers issus de la diaspora ou des bailleurs internationaux.

Cette stratégie d'expansion ne repose pas sur une simple logique de profit. Elle s'inscrit dans la vision de l'intégration économique africaine portée par Tony Elumelu : pour lui, la banque est un levier de transformation sociale, capable de bancariser les exclus, de financer les PME, et de faciliter les échanges intra-africains. L'Afrique ne pourra s'émanciper économiquement, dit-il, que si elle bâtit ses propres institutions capables de rivaliser avec les acteurs mondiaux. En cela, UBA n'est pas seulement une entreprise ; elle est un instrument politique et économique d'un continent qui aspire à parler d'égal à égal avec les autres régions du monde.

À travers Heirs Holdings et UBA, Tony Elumelu incarne une forme de capitalisme africain conscient de ses responsabilités. Il démontre que l'investissement peut être à la fois rentable et transformationnel, au service d'une prospérité partagée. Une stratégie à la fois offensive, panafricaine et résolument tournée vers l'avenir.

Le père de l'« Africapitalisme »

S'il est aujourd'hui perçu comme l'un des visages les plus emblématiques de la réussite économique africaine, Tony Elumelu doit aussi sa notoriété à un concept qu'il a contribué à forger et à populariser : l'Africapitalisme. Plus qu'un slogan, il s'agit d'une véritable philosophie économique qui entend repenser le rôle du secteur privé africain dans la transformation du continent.

L'Africapitalisme repose sur une idée simple, mais ambitieuse : le développement de l'Afrique ne viendra pas uniquement des aides extérieures, des ONG ou des États, mais d'un secteur privé local fort, engagé, visionnaire et inclusif. Tony Elumelu y voit une troisième voie, entre l'interventionnisme étatique inefficace et un libéralisme désincarné. Son postulat de base est clair : le capital peut devenir un instrument de bien commun, à condition d'être investi avec une conscience sociale.

Les principes de l'Africapitalisme

Dans ses écrits comme dans ses discours, Elumelu articule cette philosophie autour de huit piliers fondateurs :

L'entrepreneuriat comme moteur du développement ;

Les investissements à long terme plutôt que les profits rapides ;

La création de valeur locale ;

Le développement des talents africains ;

La compétitivité régionale ;

L'intégration économique ;

L'éthique des affaires ;

La durabilité des modèles économiques.

Ce cadre intellectuel influence directement ses propres choix d'investissement : que ce soit dans l'énergie, la finance ou l'hôtellerie, ses entreprises visent non seulement la rentabilité, mais aussi la transformation systémique des écosystèmes locaux. La Tony Elumelu Foundation, à travers son programme phare d'appui aux entrepreneurs, en est une illustration concrète. Il ne s'agit pas

simplement d'octroyer des fonds, mais de créer un réseau de leaders économiques africains autonomes et engagés.

Entre idéal et controverses

Le concept d'Africapitalisme suscite toutefois des débats et des critiques. Certains y voient une forme d'utopie libérale, qui exagère les vertus autorégulatrices du marché et minimise le rôle de l'État. D'autres considèrent que le modèle, centré sur quelques figures charismatiques et des initiatives privées, peine à toucher en profondeur les structures sociales ou à répondre aux urgences de gouvernance et de redistribution. Mais pour ses défenseurs, l'Africapitalisme offre une réponse pragmatique à l'impératif d'indépendance économique de l'Afrique. Dans un monde où les financements publics se raréfient et où la démographie africaine exige des solutions massives en matière d'emploi et de productivité, ce modèle propose une voie de responsabilisation et de résilience.

Un paradigme africain du capitalisme ?

En somme, Tony Elumelu ne propose pas une rupture radicale avec le capitalisme mondial, mais plutôt une réinvention à l'échelle africaine, fondée sur les réalités locales et les attentes d'un continent en quête d'autonomie. En cela, l'Africapitalisme s'inscrit dans un mouvement plus large d'appropriation intellectuelle du développement : un récit dans lequel l'Afrique ne subit plus les modèles économiques venus d'ailleurs, mais les façonne pour ses propres besoins.

Qu'on y adhère ou qu'on le conteste, ce concept a su s'imposer dans le débat public comme une tentative cohérente d'articuler économie de marché et justice sociale à l'échelle continentale. Et Tony Elumelu, par son engagement constant, en demeure aujourd'hui le promoteur le plus visible.





EMPOWERING AFRICAN ENTREPRENEURS

***La Fondation Tony Elumelu :
un écosystème pour
les entrepreneurs africains***



Fondée en 2010, la Tony Elumelu Foundation incarne la dimension philanthropique de la vision de son créateur. Dotée d'un capital initial de 100 millions de dollars, elle s'est donnée pour mission d'identifier, de former, de financer et d'accompagner des milliers d'entrepreneurs africains porteurs de solutions locales aux défis du continent. En une décennie, la Fondation s'est imposée comme l'un des programmes d'entrepreneuriat les plus vastes et les plus structurés d'Afrique.

Le programme phare de la Fondation, le TEF Entrepreneurship Programme, sélectionne chaque année des entrepreneurs issus des 54 pays africains. Les bénéficiaires reçoivent une formation intensive en ligne, axée sur les fondamentaux de la gestion d'entreprise, un accompagnement personnalisé assuré par des mentors expérimentés, ainsi qu'un capital d'amorçage non remboursable de 5 000 dollars destiné à lancer ou structurer leur activité. Depuis son lancement, plus de 18 000 entrepreneurs ont été soutenus, avec à la clé des dizaines de milliers d'emplois créés sur l'ensemble du continent. L'impact est particulièrement significatif dans les domaines de l'agriculture, de l'énergie,

de la santé, de l'éducation, du numérique et des industries culturelles.

Longtemps perçu comme centré sur les pays anglophones, le programme a connu une expansion notable en Afrique francophone ces dernières années. Grâce à la mise en place de ressources localisées, à la mobilisation de mentors francophones et à un effort accru de communication dans ces régions, des jeunes entrepreneurs de Côte d'Ivoire, du Bénin, du Togo, du Burkina Faso ou encore du Sénégal ont pu accéder aux opportunités offertes par la Fondation. Pour beaucoup, ce programme a représenté le premier accompagnement structuré et professionnel dans leur parcours entrepreneurial. Il a permis à certains de formaliser leur activité, d'acquérir une crédibilité nouvelle, voire de lever d'autres financements.

Fatoumata B., entrepreneure malienne dans l'agroalimentaire, témoigne : « Le soutien de la Fondation Tony Elumelu m'a permis de transformer une idée en entreprise viable. Je ne me suis pas contentée d'un chèque, j'ai reçu une méthode, une communauté et une vision. » La portée du programme s'est renforcée grâce à de nombreux partenariats stratégiques. La

Fondation collabore avec l'Union européenne, qui finance des actions spécifiques dans les zones fragiles comme le Sahel. Elle travaille avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour soutenir les entrepreneurs dans les contextes post-conflit. Des institutions comme la Banque africaine de développement, la Coopération allemande ou encore la Fondation Ikea accompagnent également certains volets du programme, contribuant à son extension géographique et sectorielle.

La Tony Elumelu Foundation ne se limite pas à l'attribution de subventions. Elle a su bâtir un véritable écosystème, pensé pour répondre aux défis structurels de l'entrepreneuriat africain : manque d'accès au financement, isolement des porteurs de projet, faible structuration des écosystèmes locaux. Elle est devenue un catalyseur de talents, une plateforme de mise en réseau et un levier de transformation pour des milliers de jeunes Africains. En concrétisant les principes de l'Africapitalisme dans le domaine de la philanthropie économique, Tony Elumelu a su faire de sa fondation un outil puissant au service d'un développement par le bas, inclusif, ambitieux et résolument tourné vers l'avenir.



Influence continentale et internationale

de dépendance qui ont longtemps dominé les relations internationales.

Cette présence institutionnelle s'accompagne d'une capacité à entretenir des relations directes avec de nombreux chefs d'État africains. Tony Elumelu est régulièrement consulté sur des enjeux de développement, d'accès au financement ou de politique industrielle. Il est aussi courtisé par les grandes organisations panafricaines et les blocs régionaux qui voient en lui un partenaire crédible, capable de concilier ambition continentale et rigueur entrepreneuriale. Son action a souvent servi d'inspiration pour des réformes de politique publique visant à mieux intégrer le secteur privé dans les stratégies nationales.

Cette influence s'exerce aussi dans les médias internationaux, où il est l'un des rares entrepreneurs africains à être régulièrement cité comme une autorité sur l'avenir économique du continent. Le New York Times, The Economist, Le Monde, Forbes ou Financial Times relayent fréquemment ses interventions ou ses positions sur l'Afrique. Il y défend une image résolument positive, ambitieuse et tournée vers les solutions. À travers ses interventions, il contribue à déconstruire les stéréotypes qui figent l'Afrique dans des récits de pauvreté, de conflit ou d'irrationalité économique. Tony Elumelu incarne ainsi une forme affirmée de « soft power » africain, fondée non pas sur l'État ou la diplomatie classique, mais sur la réussite entrepreneuriale, la philanthropie d'impact et l'engagement dans les grands débats globaux. Il représente une Afrique qui ne demande pas la charité, mais le respect ; qui ne quémande pas des opportunités, mais qui en crée ; une Afrique qui s'organise, investit et propose ses propres modèles.

Au-delà de ses activités économiques et philanthropiques, Tony Elumelu s'est imposé comme une voix incontournable dans le débat sur le développement de l'Afrique. Son influence dépasse largement les conseils d'administration et les conférences d'entrepreneurs. Elle s'exerce aussi sur la scène diplomatique, institutionnelle et médiatique, où il incarne une vision moderne, assumée et structurée du rôle que peut jouer l'Afrique dans le monde.

Tony Elumelu intervient régulièrement dans les grands forums internationaux. Au Forum économique mondial de Davos, à l'Union africaine, à l'Assemblée générale des Nations unies, ou encore dans les panels de la Banque mondiale et du FMI, il plaide inlassablement pour une nouvelle approche du partenariat avec l'Afrique. Ses prises de parole, toujours centrées sur l'importance de l'investissement local, de la jeunesse entrepreneuriale et de la création de valeur sur le continent, tranchent avec les discours

Dans un monde en mutation, où l'Afrique cherche à redéfinir sa place et son rôle, Tony Elumelu apparaît comme un symbole de cette ambition nouvelle. Ni homme politique, ni diplomate, il est devenu un influenceur d'un genre particulier, capable de faire dialoguer le capital, la jeunesse et les institutions. Une voix singulière, mais aujourd'hui écoutée, sur les deux rives de la Méditerranée comme dans les couloirs du pouvoir international.



Défis, critiques et perspectives

Figure influente et admirée, Tony Elumelu n'échappe pas pour autant aux critiques. Sa réussite fulgurante, son rayonnement médiatique et sa proximité avec les cercles du pouvoir en Afrique soulèvent des interrogations sur les limites du modèle qu'il incarne. À mesure que son influence s'élargit, il devient aussi une figure plus clivante, en particulier sur les questions de concentration du capital et d'équilibre entre sphère économique et pouvoir politique.

Certains observateurs pointent le risque de concentration économique autour de quelques grandes figures de l'élite entrepreneuriale africaine, dont Elumelu serait l'exemple emblématique. Sa présence simultanée dans la banque, l'énergie, l'assurance, l'hôtellerie, les médias et la philanthropie interroge sur la place laissée aux autres acteurs du secteur privé, notamment les petites et moyennes entreprises locales, souvent sans accès aux mêmes réseaux ni aux mêmes ressources. Le lien étroit entre sa fondation, ses entreprises et certaines politiques publiques dans les pays partenaires alimente parfois la critique d'un modèle qui pourrait confondre intérêt privé et intérêt général.

Dans la mise en œuvre de ses projets, Tony Elumelu a également été confronté à des défis structurels majeurs. Dans le secteur de l'énergie, par exemple, les ambitions de Transcorp Power au Nigeria ont été ralenties par des contraintes réglementaires, des problèmes d'infrastructures, et des retards dans les paiements de l'État. Du côté de la Fondation, certaines initiatives peinent à toucher les zones les plus reculées, notamment dans les contextes de conflits, de faible connectivité ou de gouvernance fragile. L'entrepreneuriat, bien que valorisé, ne peut se substituer aux

politiques sociales, à l'éducation de base ou à la stabilité institutionnelle.

Malgré ces limites, Tony Elumelu continue d'incarner un modèle d'inspiration pour toute une génération d'entrepreneurs africains, souvent jeunes, engagés et ambitieux. Il a ouvert un chemin, démontré qu'un Africain pouvait non seulement réussir à grande échelle, mais aussi proposer un récit cohérent sur la manière de transformer le continent. Plusieurs figures émergentes dans différents pays reprennent ses codes — intégration régionale, philanthropie ciblée, engagement public, ancrage africain fort — et s'inscrivent dans cette dynamique que certains appellent déjà la «génération Elumelu».

Quant à lui, l'homme d'affaires nigérian regarde désormais vers l'horizon 2030 avec une vision claire. Il entend renforcer les investissements de Heirs Holdings dans l'énergie renouvelable, étendre la présence de UBA dans les régions d'Afrique centrale et australe, et poursuivre l'expansion de la Tony Elumelu Foundation, avec pour ambition d'atteindre 100 000 entrepreneurs accompagnés. Il souhaite également renforcer son influence dans le domaine de l'éducation entrepreneuriale et du plaidoyer pour les politiques publiques favorables à l'investissement local.

En définitive, Tony Elumelu laisse entrevoir un héritage en construction : celui d'un capitalisme africain qui ne renie pas le profit, mais qui en fait un moyen de transformation collective. Un modèle encore imparfait, soumis à de nombreuses tensions, mais dont la portée historique pourrait être déterminante pour une Afrique qui cherche à prendre pleinement en main son destin économique.

SOCIÉTÉ

Société

Ghana : douze hauts fonctionnaires impliqués dans un scandale financier de 53 millions de dollars



Le Ghana est secoué par un scandale financier d'envergure impliquant douze hauts responsables de l'administration de l'ancien président Nana Akufo-Addo. Accusés de vol, de blanchiment d'argent, d'abus de fonction publique et d'association de malfaiteurs, ces anciens fonctionnaires sont au cœur d'une enquête judiciaire qui a révélé un détournement estimé à 548 millions de cedis, soit environ 53 millions de dollars.

Un système frauduleux bien organisé

Le ministre de la Justice a révélé, le 13 juin dernier, que ce stratagème sophistiqué s'est étendu sur une période de six ans. Parmi les figures centrales de l'affaire figure l'ancien ministre des Sports, Mustapha Ussif. Lui et ses coaccusés sont soupçonnés d'avoir détourné des fonds initialement alloués au

Programme national de service, une initiative publique employant chaque année des dizaines de milliers d'étudiants dans différents secteurs à travers le pays. L'enquête a mis au jour un réseau bien structuré ayant permis l'enregistrement frauduleux de milliers de faux participants. Cette manœuvre aurait permis une surfacturation massive et un gonflement artificiel du budget affecté au programme. Selon The Fourth Estate, média d'investigation ghanéen à l'origine des révélations, les pertes réelles pourraient atteindre plusieurs milliards de cedis.

Un tournant sous la présidence Mahama

Depuis sa réélection en janvier 2025, le président John Dramani Mahama a fait de la lutte contre la corruption un pilier de son nouveau mandat. Plusieurs

dizaines de procédures judiciaires ont été ouvertes contre des membres de l'administration précédente. Cette dynamique judiciaire traduit une volonté affirmée de renforcer la transparence dans la gestion des finances publiques et de restaurer la confiance des citoyens dans les institutions.

Un enjeu de gouvernance majeur

Ce scandale met en évidence les failles structurelles dans le contrôle et la gestion des fonds publics au Ghana, malgré les réformes engagées ces dernières années. Il rappelle également les enjeux cruciaux liés à la gouvernance, à la redevabilité des responsables publics et à la nécessité de renforcer les mécanismes d'audit et de surveillance.

MianAgency

**SERVICES DE
RELATIONS
PUBLIQUES ET
COMMUNICATION**

Société

États-Unis – Afrique : Donald Trump envisage d'interdire l'entrée sur le territoire à 25 pays africains

Les États-Unis envisagent d'étendre significativement leur politique de restrictions de voyage, en y incluant 25 pays africains. Selon une note interne du département de la Sécurité intérieure révélée par le Washington Post, cette mesure serait portée par l'administration Trump dans le cadre d'un durcissement des politiques migratoires. Si elle était mise en œuvre, elle porterait à 36 le nombre total de pays visés par des interdictions d'entrée sur le sol américain.

Une décision aux justifications sécuritaires

Parmi les pays africains potentiellement concernés figurent la République démocratique du Congo, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Niger, le Sénégal, le Nigeria ou encore l'Égypte. Washington a accordé à ces États un délai de 60 jours pour se conformer à un ensemble d'exigences en matière de sécurité, faute de quoi des restrictions plus sévères pourraient être appliquées à leurs ressortissants.

Les autorités américaines avancent plusieurs motifs pour justifier cette décision : des faiblesses dans la délivrance de documents d'identité jugés peu fiables, une fraude administrative récurrente,



Un élargissement d'une politique déjà controversée. Cette initiative s'inscrit dans une tendance plus large de l'administration Trump à restreindre l'immigration, amorcée dès son premier mandat avec la mise en place du «Muslim Ban» et de mesures ciblant plusieurs pays à majorité africaine ou musulmane. Actuellement, douze pays — dont la République du Congo, le Tchad et Haïti — font déjà l'objet d'interdictions d'entrée. D'autres pays comme le Togo et le Burundi sont soumis à des restrictions spécifiques.

Avec ce nouvel élargissement, la quasi-totalité de l'Afrique subsaharienne serait potentiellement affectée par des restrictions, marquant un tournant dans les relations migratoires entre les États-Unis et le continent africain.

Répercussions diplomatiques et économiques attendues

Les pays concernés devront se conformer rapidement aux exigences américaines sous peine de voir leurs citoyens confrontés à des obstacles accrus pour voyager, étudier, travailler ou rejoindre des membres de leur famille sur le territoire américain. Cette perspective suscite déjà de vives inquiétudes dans plusieurs capitales africaines, tant sur le plan diplomatique qu'économique. Pour nombre d'États, la diaspora constitue une source essentielle de transferts financiers et d'opportunités éducatives. Une telle mesure pourrait affecter la coopération bilatérale, notamment dans les domaines de la sécurité, du commerce ou de la santé.

Liste des pays africains potentiellement concernés par les nouvelles restrictions :

MianAgency

**SERVICES DE
RELATIONS
PUBLIQUES ET
COMMUNICATION**



Société

Madagascar : tragédie à Antananarivo — au moins 17 morts après une grave intoxication alimentaire

Antananarivo, la capitale malgache, est endeuillée par une intoxication alimentaire d'une gravité exceptionnelle survenue dans la nuit du samedi 14 au dimanche 15 juin 2025. Le dernier bilan fait état d'au moins 17 décès et d'une quarantaine de personnes hospitalisées, dont une dizaine dans un état critique. La majorité des victimes sont de jeunes étudiants âgés de 20 à 30 ans, réunis à l'occasion d'un anniversaire dans une salle de réception située en périphérie de la ville. Ce qui devait être un moment de joie s'est transformé en drame. Peu après le repas, les invités ont commencé à présenter des symptômes alarmants : maux de tête violents, douleurs abdominales aiguës, vomissements verdâtres, troubles de la vision et détresse respiratoire. Selon les autorités sanitaires, plusieurs décès ont été enregistrés dans les heures suivant

l'apparition des symptômes. Une enquête sanitaire a été immédiatement ouverte.

Enquête en cours et fermeture de l'établissement

Lors d'une conférence de presse, Ando Ravelonarivo, directeur de la protection des consommateurs au ministère du Commerce, a annoncé que des prélèvements avaient été effectués sur les restes de nourriture consommée ainsi que dans la cuisine où les plats avaient été préparés. Ces échantillons ont été confiés au laboratoire national de contrôle de qualité des denrées alimentaires. Les résultats des analyses, attendus dans les prochains jours, devraient permettre de déterminer l'origine exacte de l'intoxication. Parallèlement, le ministère du Tourisme a ordonné la fermeture immédiate et temporaire de l'établissement concerné, après avoir constaté qu'il ne possédait

aucune autorisation légale pour exercer des activités de restauration ou de traiteur. Cette décision vise à prévenir de nouveaux incidents et à rappeler la nécessité de respecter les normes sanitaires en vigueur.

Vives réactions et appels à la transparence

L'affaire a provoqué une vague d'émotion sur les réseaux sociaux, où les témoignages de solidarité se mêlent aux critiques virulentes à l'égard des autorités. De nombreux citoyens réclament la publication rapide et intégrale des résultats d'analyse ainsi que des sanctions exemplaires contre les responsables. Plusieurs voix s'élèvent pour dénoncer les défaillances des services sanitaires, accusés de négligence et d'un manque de contrôle sur les établissements informels de restauration.

MianAgency

**SERVICES DE
RELATIONS
PUBLIQUES ET
COMMUNICATION**

Mian Media

Inform & Engage Africa



Hamaniè

Contactez-nous



emmanuel.mian@mianmedia.com



(+33) 7 55 89 00 81



(+225) 07 08 734 964

Suivez nous sur :



Visitez le site internet
www.mianmedia.com